

Globethics Repository

The logo consists of the word "Globethics" in white, sans-serif font, centered within a solid blue rectangular background.

Consultation oecuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository.
More information on Globethics see <https://www.globethics.net>. Data and content policy
of Globethics Repository see <https://repository.globethics.net/pages/policy>.

Item Type	Journal
Authors	Institut d'éthique sociale de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (IES)
Publisher	Institut d'éthique sociale de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (IES)
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-09-16 07:34:32
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/173287

Consultation œcuménique sur l'avenir
social et économique de la Suisse:

Interventions lors de l'Acte final

Eglise du St-Esprit, Berne, le 1^{er} septembre
2001



ISSN 1420-097X
TEXTE 6/01



Justitia et Pax

La Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse est un projet commun de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS) et de la Conférence des évêques suisses (CES). La Consultation a été lancée en janvier 1998 sur le thème „Quel avenir voulons-nous ?“. De nombreux groupes - dans les Eglises et hors des Eglises - ont débattu de l'avenir de notre pays à partir d'une „Base de discussion“ (1998). Plus de 1000 réponses sont parvenues à la coordination de la Consultation. En publiant le „Message des Eglises - L'avenir ensemble“, le 1^{er} septembre 2001, à l'occasion de l'Acte final, la CES et la FEPS apportent leur réponse aux nombreuses contributions qui nous ont été faites par des personnalités des milieux politiques et économiques et par tous les habitants de la Suisse. Ce document est la transcription des interventions orales faites lors de l'Acte final, le 1^{er} septembre 2001 à l'Eglise du St-Esprit à Berne.

Fin septembre 2001

© **Institut d'éthique sociale de la FEPS**

Sulgenauweg 26
3007 Berne

Tél. 031 370 25 50
Fax 031 370 25 59
Courriel sekretariat@ise-ies.ch

Justice et Paix

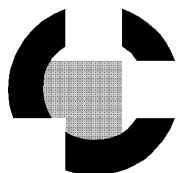
Case postale 6872
3001 Berne

Tél. 031 381 59 55
Fax 031 381 83 49
Courriel jus-pax.ch@bluewin.ch

Présentation : Dorothea Loosli

Sommaire

Déroulement de la cérémonie	1
Accueil, pasteur M. Pedrolì	2
Présentation du Message, pasteur T. Wipf, Mgr. A. Grab	3
<i>Message des invités</i>	
Fritz Blaser, président de l'Union patronale suisse	6
Linda Saffore, Mouvement ATD Quart Monde	7
Nathalie Diome, représentante des étrangers	8
Paul Rechsteiner, président de l'Union syndicale suisse	9
Lavinia Sommaruga, Communauté de travail des œuvres d'entraide	10
Therese Meyer-Kaelin, conseillère nationale	11
<i>Allocution du</i>	
Président de la Confédération Moritz Leuenberger	12
Commande, Documentation de la Consultation oecuménique	15



Ökumenische Konsultation
Consultation oecuménique
Consultazione ecumenica

Acte final de la Consultation oecuménique, le 1^{er} septembre 2001
Déroulement de la cérémonie dans l'Eglise du St-Esprit de Berne

Horaire	Contenu
10h15	Sonnerie de cloches
10h30	Percussions Accueil: Marco Pedrolì, pasteur, Eglise ouverte du Saint-Esprit
10h35	„Dona nobis pacem“ entonné par les Solistes vocaux de Lucerne
10h40	Présentation du message: Thomas Wipf, pasteur (FEPS) et Mgr Amédée Grab (CES)
10h55	Remise du message au Président de la Confédération Moritz Leuenberger et aux autres invités Percussions
11h00	Message des invités • Fritz Blaser, président de l'Union patronale suisse • Linda Saffore, Mouvement ATD-Quart monde • Nathalie Diome, représentante des étrangers • Paul Rechsteiner, président de l'Union syndicale suisse • Lavinia Sommaruga, Communauté de travail des oeuvres • Thérèse Meyer-Kaelin, conseillère nationale
11h15	Solistes vocaux de Lucerne: Un psaume de Willy Burkhard
11h20	Allocution du Président de la Confédération Moritz Leuenberger
11h35	Solistes vocaux de Lucerne: „Missa Brevis“ de Léonard Bernstein Annonces
11h50	Prière finale par le pasteur Thomas Wipf et Mgr Amédée Grab; Notre Père tous ensemble
12h00	„Dona nobis pacem“, sortie et déplacement vers le lieu du lâcher de pigeons

Accueil par Marco Pedrolì, pasteur, au nom de l'Eglise ouverte

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Je suis très heureux de pouvoir vous accueillir pour l'acte final de la Consultation Œcuménique

Je salue tout particulièrement le Président de l'assemblée fédérale, Monsieur le Conseiller national Peter Hess, ainsi que le Président de la Confédération, Monsieur le Conseiller fédéral Moritz Leuenberger. Monsieur le Président, je vous remercie et je remercie également les 6 représentantes et représentants des milieux politiques, économiques, syndicaux et d'autres organisations, d'avoir accepté de réagir publiquement au message des églises.

De nombreuses personnes de toute la Suisse ont participé à la Consultation et ont ainsi apporté leurs réflexions sur l'avenir de la Suisse. Qu'un grand nombre d'entre eux soit présent aujourd'hui me réjouit tout particulièrement ! C'est comme un signe que les réflexions sur l'avenir ne peuvent s'élaborer que communautairement, lorsque nous nous rencontrons concrètement.

* * *

Mesdames et Messieurs, chers amis de langue italienne.

C'est un jour de rencontre et de communication auquel je suis très heureux de vous saluer. Le fait que vous ayez participé activement aux réflexions sur l'avenir économique et social de la Suisse ainsi que votre présence aujourd'hui me réjouit.

Vous montrez ainsi, de manière symbolique que notre communauté n'est pas composée uniquement de suisse-romands et de suisse-älémannique, mais que nous vivons dans une diversité bien plus grande.

Malheureusement pour des raisons techniques, les traductions de cette cérémonie ne se feront qu'en allemand et en français. Nous vous prions de bien vouloir nous en excuser. Cependant je dois dire que nous avons supposé que la plupart des hôtes de langue italienne comprennent au moins une des autres langues.

* * *

Je me réjouis de vous accueillir pour cet acte final de la Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse. Merci aux différents intervenants d'avoir accepté de faire un écho au mot des églises, et de le faire en peu de mots, ce qui est particulièrement difficile.

Que cette cérémonie ait lieu ici dans cette église qui abrite un projet œcuménique d'Eglise ouverte a quelque chose de symbolique. En effet la Consultation nous pousse aussi à ouvrir nos cœurs, nos murailles et nos mentalités, à jeter des ponts les uns envers les autres, à bâtir «l'avenir ensemble». Pour cela, nous avons besoin non seulement d'une église ouverte et des hommes et des femmes engagés, mais aussi de la présence et de l'action du Saint-Esprit.

* * *

Aussi, je vous salue tous au Nom du Seigneur : La grâce et la paix nous sont données de la part de Dieu notre père et de la part de Jésus Christ notre Sauveur. Amen.

***Mgr Amédée Grab, président de la Conférence des évêques suisses
Pasteur Thomas Wipf, président du Conseil de la Fédération des Eglises
protestantes de Suisse***

Mgr Amédée Grab:

Au nom de la FEPS et de la Conférence des évêques nous sommes heureux de vous accueillir. Pour fêter la fin de la consultation œcuménique, nous sommes plus de 800 réunis dans cette église ouverte au cœur de la ville de Berne. Nous nous en réjouissons. La Consultation œcuménique se voulait un projet ouvert au dialogue sur l'avenir du pays. Votre présence à vous tous qui avez participé à la consultation et à vous représentants des autorités politiques et de la société civile montre l'intérêt suscité par cette offre de dialogue.

Les Eglises sont partie prenante du développement politique, social et économique du pays. Mais quand elles prennent la parole sur ces questions, elles le font au nom de leur foi chrétienne. En regardant le devenir de notre pays et de l'ensemble de l'humanité, nous sommes habités par une espérance fondamentale, et même davantage, par la certitude que « le projet de Dieu pour l'humanité, le Salut qu'il lui offre est là, présent en germe dans la vie présente » en particulier « lorsque chaque personne est reconnue dans sa dignité, qu'elle peut vivre dans un réseau de relations sociales qui donnent sens à sa vie » (Message no. 34).

Cette espérance est d'autant plus forte que nous abordons les questions posées par l'avenir ensemble, catholiques et protestants. Nous avons mené cette consultation de manière œcuménique, dans un excellent esprit de dialogue. Nous nous en félicitons.

Pasteur Thomas Wipf:

Pour les Églises, l'avenir, ce n'est pas seulement l'au-delà. Nous voulons participer au développement d'une communauté juste, solidaire et humaine. C'est l'espérance biblique, laquelle dépasse ce qui est réalisable par l'être humain, qui nous y oblige.

Mais cet „E t r e e n s e m b l e d a n s l ' a v e n i r “ est devenu précaire. De nombreuses personnes, de nombreux groupes se sont exprimés à ce sujet dans la Consultation. La société libre, ouverte et pluraliste offre beaucoup d'opportunités d'épanouissement et de nouveauté. Ce qui est vu comme très positif. Mais l'être humain a aussi besoin de se relier à une communauté solide.

Un État qui donne à chacun un espace de vie repose sur des conditions qu'il ne peut se donner lui-même: sur des valeurs discutées en commun, sur des principes éthiques comme la bonne foi, le respect mutuel, la vision de l'intérêt général, le sens de la justice et le souci de préserver la création.

Voilà les valeurs communes dont nous avons besoin pour construire l'avenir. En l'absence de sensibilité éthique, sensibilité toujours en évolution, une démocratie ne peut exister, une société se brise. L'une des intentions du Message des Églises est celle-ci: souligner la nécessité de telles conditions pour la cohésion sociale et le bon fonctionnement de la société et de l'Etat.

Les Églises elles-mêmes en sont parties intégrantes. Elles sont concernées par les questions que nous posons, et elles s'engagent aussi à vivre elles-mêmes ce que nous proposons.

Mgr Amédée Grab:

Aujourd'hui la mise en œuvre des valeurs éthiques ne va pas de soi. Nous sommes largement dans un monde à inventer. Que ce soit dans les relations hommes-femmes, dans la relation à l'environnement naturel, dans l'usage des technologies ou pour le rôle de l'Etat, de nouveaux modes de faire, de nouvelles manières d'être sont à découvrir.

Notre société, et plus largement notre monde, est en chantier. Sur le plan mondial on le voit ces jours avec la Conférence internationale contre le racisme à Durban en Afrique du Sud. Les grands brassages de populations qui ont eu lieu au XX^e siècle nécessitent l'élaboration d'un nouveau programme pour faciliter la communication entre peuples et éviter le racisme. Nous espérons vivement que cette conférence permettra de renforcer la tolérance et le respect mutuel. Car il y a encore beaucoup à faire. On le voit aussi en Suisse. Des hommes, des femmes venus d'ailleurs sont employés en Suisse, y travaillent et ils n'ont pas de « papiers ». Comment est-il possible que ces personnes et leur famille, bienvenues pour leur travail, n'aient pas le droit de résider légalement dans notre pays ? Le fait qu'il y ait en Suisse des travailleurs « sans-papiers » est scandaleux (cf. Message no. 91).

Il manque également dans notre pays une politique familiale digne de ce nom. Heureusement des efforts sont en cours dans ce sens. Mais des concrétisations rapides sont attendues. La cellule familiale est le lieu premier de la transmission des valeurs et par là même elle joue un rôle central pour le fonctionnement de toute la société et de la démocratie (cf. Message chapitre 3).

Reconnaître à chacun la possibilité de vivre ouvertement dans le pays où il travaille, appuyer la première communauté de vie expérimentée par les enfants qu'est la famille c'est protéger la vie dans l'ensemble de ses dimensions. Si l'Etat ne peut créer les conditions sur lesquelles il fonde son action, il doit offrir le cadre institutionnel permettant à chacun et à chacune de vivre dans la dignité et d'assumer sa responsabilité sociale, civique.

Pasteur Thomas Wipf:

Vivre dans la dignité, et vivre dans la perspective de l'avenir, voilà qui est menacé, dans notre pays aussi, pour ceux qui tout en travaillant à plein temps, ne gagnent pas de quoi subvenir à leurs besoins. Il y a d'un côté ces „working poors“ et de l'autre ces dirigeants de grandes entreprises bénéficiant d'avantages qu'il n'est plus possible de justifier. De telles situations minent la confiance en l'équité, confiance indispensable à un climat de paix et de dialogue.

C'est pourquoi le Message des Églises énonce cette exigence d'éthique sociale: «Toute personne exerçant une activité rémunérée à plein temps doit en principe disposer du minimum vital pour assurer son entretien et celui de ses proches. Et les différences de revenu ne doivent pas trop augmenter.» (Message no. 162).

La forte concurrence fiscale que se livrent nos cantons et nos communes constitue peut-être un pendant de ces situations. Ne faut-il pas s'attendre à ce que cette concurrence mette en péril elle aussi l'égalité et l'autonomie des pouvoirs publics en matière de bien public?

Le „Message des Églises“ souhaite aussi et surtout poser les questions. Et à travers elles, rappeler deux conditions de base d'une société réussie, humaine:

Tout d'abord la célèbre règle d'or éthique: „Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fasse“.

Et deuxièmement le respect de l'intérêt général, le respect d'un „règlement de maison“ établi en commun, de règles du jeu communes à toute la société.

Ces deux conditions le disent: il ne suffit pas que chacun poursuive uniquement ses intérêts personnels, si justifiés soient-ils. L'engagement en faveur des intérêts communs à long terme est lui aussi indispensable.

La Conférence des évêques et le Conseil de la FEPS sont heureux de transmettre aujourd'hui le „Message des Églises“.

Le Message est notre contribution au débat et au consensus sur les valeurs qui rendent notre avenir commun – en Suisse et dans le monde – digne de vie pour tous.

Message des invités

Fritz Blaser, président de l'Union patronale suisse

Pour la dignité humaine dans le monde du travail

Le travail est une dimension fondamentale de l'existence humaine. Il permet de s'épanouir par la créativité et la participation, il confère une reconnaissance et une intégration sociales. Il représente aussi une condition essentielle du bien-être matériel et le moyen d'assurer son existence. Mais pour ce qui est du travail rémunéré, l'économie doit aussi générer les bénéfices nécessaires. Nous avons donc un intérêt vital à ce que l'économie fonctionne bien, qu'elle engendre la prospérité et surtout qu'elle favorise un Etat social. Cette économie doit pouvoir faire ses preuves au milieu de la concurrence générale. Elle est soumise à la pression des coûts et de la concurrence. C'est pourquoi elle exige des travailleurs toujours plus de rendement. En même temps, les travailleurs ne doivent pas pâtir de cette économie ni en subir les conséquences à long terme.

A cet effet l'économie doit permettre au monde du travail d'une part, d'être juste envers l'être humain, et d'autre part, d'atteindre les objectifs sociaux. Parmi les défis les plus importants, citons : une ambiance de travail qui respecte la dignité humaine, la compatibilité entre la vie familiale et professionnelle, de bonnes conditions de travail, un salaire équitable, la consultation des travailleurs dans l'entreprise, la sécurité sociale des travailleurs pour la vieillesse et lors d'accidents et de maladie. Cet objectif est encore loin d'être atteint de façon optimale en Suisse et nous ne sommes pas préservés des revers. Mais le patronat fait tout son possible pour atteindre ce but petit à petit. Pour cela, il faut que, dans ce pays, tous y mettent de la bonne volonté. En conséquence nous vous invitons tous à vous attaquer à cet objectif, avec l'économie, dans un esprit corporatif.

Merci.

Je parle ici au nom des familles pauvres qui se regroupent dans le Mouvement ATD Quart Monde et au nom de celles et ceux qui s'y engagent avec nous pour bâtir un avenir ouvert à tous et à toutes.

Dans le quartier où je vis, il y a des gens de différents milieux. Et il y a aussi beaucoup de familles qui viennent de pays où la situation économique est difficile, ou même de pays en guerre. Ce n'est pas toujours facile de se comprendre, déjà parce qu'on ne parle pas forcément la même langue, mais aussi parce qu'on n'a pas la même histoire.

Depuis une douzaine d'années, à la belle saison nous nous réunissons régulièrement le soir pour partager un repas au bas de l'immeuble. Nous sommes trois femmes du quartier à le préparer. Je fais cela parce que je suis maman de deux enfants et je veux leur apprendre le partage. Et aussi parce que je trouve important de ne jamais laisser quelqu'un isolé.

En fait ces moments nous permettent de faire les premiers pas vers les autres, de montrer qu'on veut se connaître. Ils nous permettent d'avoir des liens. Comme ça, on n'a plus peur les uns des autres. Je crois que c'est cela aussi bâtir l'avenir ensemble.

Bâtir l'avenir ensemble, cela veut dire attendre le meilleur de chacun. Si quelqu'un est oublié ou n'est pas pris au sérieux à cause de sa pauvreté, c'est une grave injustice car c'est priver cette personne de sa place dans la société et l'empêcher d'y agir pour le bien de tous. Plus une famille est rejetée, plus elle a besoin d'autres qui croient en elle.

Adultes, jeunes, enfants, nous pouvons tous et toutes poser des gestes qui rendent déjà l'aujourd'hui meilleur.

Natalie Diome, représentante des étrangers

M. le Président de la Confédération,
Messieurs les présidents de l'Eglise,
Chers invités,

Si le monde actuel se veut ouvert, il n'en demeure pas moins que le village global qui est censé mettre fin au statut « d'étranger », reste une illusion. L'avenir économique, social et politique de la Suisse ne peut se préparer en dehors du mouvement paradoxal de la mondialisation qui entraîne avec lui des bouleversements fréquents et rapides.

Si citoyens suisses et instances dirigeantes sont appelés à réfléchir et à mettre en œuvre le futur de leur pays, les étrangers sont également concernés. La question des sans papiers de Fribourg qui continue de faire parler d'elle, a rallumé le débat sur le problème délicat qu'est l'immigration. Ce phénomène qui ne cesse de faire couler beaucoup d'encre sur son passage fait néanmoins partie de la mémoire collective du monde.

La Suisse est une terre d'accueil ! Cependant, sa politique d'intégration demeure très stricte. Le rôle des immigrés y est très souvent évalué du point de vue économique et surtout d'après leurs qualifications. Et pourtant, l'immigré est plus que sa force de travail. Il draine avec lui sa culture, son identité, sa personnalité mais aussi les raisons de son déplacement qui ne sont pas toujours, comme il est souvent clamé, la recherche d'un intérêt économique.

En participant au développement économique de la Suisse, ces « venus d'ailleurs » devraient en retour jouir de conditions favorables de travail et, pouvoir s'insérer dans la vie sociale et politique. Pour ne pas risquer d'étendre le règne de l'économie, repensons les relations humaines.

Paul Rechsteiner, président de l'Union syndicale suisse

Les gouvernants de ce monde n'ont pas de réponses aux grandes questions sociales du présent et de l'avenir; ils se comportent de façon irresponsable. Dernièrement à Gênes, le Sommet du G8 l'a bien montré.

L'ingérence des institutions sociales, des organisations et des mouvements qui prennent au sérieux la question sociale et le problème de la cohésion sociale, qui considèrent que „le but de l'économie, n'est pas le profit, mais l'épanouissement des humains et de la vie sociale“ et qui reconnaissent que „la priorité accordée aujourd'hui à l'argent comme mesure indicative dans des domaines de la vie toujours plus nombreux“ est une menace pour le développement futur de la société, est donc d'autant plus urgente (133).

Nous, syndicats, nous ne pouvons que soutenir nombre des constatations faites par les Eglises. L'existence des "working poors" est un scandale : toute personne salariée doit pouvoir assurer sa subsistance et celle de sa famille. Les écarts de salaire ne doivent pas être sans limites (162) et les conditions de travail doivent respecter la dignité humaine. Nous saluons le fait que les Eglises considèrent le congé dominical comme un acquis social de longue date et veuillent le défendre. L'imposition des mouvements de capitaux spéculatifs - ce qu'on appelle couramment la taxe Tobin – est urgente et impérative.

Les syndicats et les Eglises ont deux points importants en commun : premièrement le fait de prendre parti pour les faibles ou, dans le langage des Eglises, de ceux qui souffrent. Et deuxièmement le refus de la fatalité, l'affirmation que l'avenir est la conséquence des décisions prises aujourd'hui, jour après jour.

Le fait de prendre le parti des faibles (43) et de se considérer responsables de l'avenir est déterminant. Dans ce sens, j'espère, j'attends que la Consultation et le Message des Eglises ne soient pas une fin, mais un commencement, à savoir l'engagement contraignant des Eglises au processus absolument nécessaire et urgent de l'aménagement social de l'avenir (238).

L'avenir commence aujourd'hui

Comme le souligne la Consultation oecuménique sur l'avenir économique et social de la Suisse, nous nous trouvons tous face à de nombreux défis: l'augmentation des diverses formes de pauvreté, les woorking poor, une campagne agressive de xénophobie et de désolidarité, la pression croissante sur les institutions sociales et les services publics, la tendance de l'élite économique à se retirer des responsabilités au plan national et international.

Dix ans après le sommet de Rio, tant la Communauté de travail formée par Swissaid, Action de carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas que la Consultation invitent la Suisse à changer de cap, à innover dans les relations sociales et écologiques Nord-Sud pour garantir un avenir aux générations futures. Osons davantage de justice, une consommation durable et un mode de vie sobre.

En tant que méditerranéenne, je considère la guerre comme la plus grande pauvreté. Nous ne pouvons "exister " sans les autres que nous acceptons dans leur différence. Seule peut s'épanouir une société fondée sur la convivialité et le partage, sur l'accès égal de tous aux richesses publiques et au bien commun. Ces objectifs vont dans le sens de la Consultation.

En assumant nos responsabilités propres dans la vie, nous devenons cocréateurs. La Suisse aura alors vraiment un bel avenir économique et social, dès aujourd'hui!

Thérèse Meyer-Kaelin, conseillère nationale

Monsieur le Président de la Confédération,

Chers organisateurs et participants, femmes et hommes, tous réunis ici pour accueillir le message des Eglises, mais aussi pour vivre une vraie rencontre, une fête et bâtir l'avenir ensemble, bonjour.

Comme élue du peuple travaillant au plan national, je dis de tout cœur merci à ceux et celles qui ont eu l'idée de cette consultation œcuménique, qui l'ont réalisée, et qui nous ont offert ce merveilleux message des Eglises, qui est, non seulement, un constat, heureusement, mais qui est un document qui, avec clairvoyance et réalisme donne des pistes qui seront très utiles et modulables selon les sensibilités. Pistes qui guideront celles et ceux qui ont la responsabilité, avec vous, de forger l'avenir de ce pays.

Comme représentante ici de l'ESE, (Eglises de Suisse à l'Expo.02), je vous invite tous à poursuivre le dialogue lors de la manifestation nationale, c'est une occasion unique de secouer le quotidien pour en tirer un avenir plus heureux en Dieu.

Aujourd'hui, réunis justement par notre foi, malgré nos différences, nous ne devons pas oublier que c'est l'Amour qui transporte les montagnes et que ce n'est qu'avec Lui que «l'Avenir ensemble» sera lumineux.

Rendre à César ce que pense l'Église

À maintes reprises, j'ai encouragé l'Église à s'engager dans la société et dans la vie politique de tous les jours. Pourquoi, en fait ?

L'Église est-elle plus qu'un des nombreux facteurs qui contribuent à influencer et façonner l'État et la société, plus que les médias, les partis politiques et l'économie ?

Toutes ces forces n'entrent-elles pas en concurrence quant à leur influence sur la société, et ne sont-elles donc pas engagées en quelque sorte dans une lutte pour le pouvoir ?

Ne suis-je pas ici amené à rappeler

- que j'ai toujours affirmé le primat de la politique dans l'interaction de toutes ces forces (contrairement au mot d'ordre "plus de liberté - moins d'État"), car c'est dans la démocratie, dans le sens de la communauté, que réside la plus grande légitimation ?
- que j'ai dénié à l'économie et aux forces du marché la capacité de prendre en compte les intérêts légitimes des faibles, donc aussi des générations futures et de l'environnement ?
- que j'ai reproché aux médias de pratiquer en permanence un bavardage superficiel, d'attiser le goût du scandale, du sensationnel et du spectaculaire, de faillir à leur mission d'information, et que j'ai affirmé dans ce domaine aussi le primat de la politique pour l'action démocratique ?
- que l'esprit des Lumières, qui constitue le fondement rationnel de ma pensée, a ouvert la voie à la séparation de l'Église et de l'État, en écho à la parole de Jésus - "Rendez à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu" - et ne devrais-je pas, de ce fait, m'attacher à maintenir cette séparation, plutôt que de l'estomper ?

Pourquoi alors est-ce que j'encourage l'Église à participer activement à la vie politique et à y exercer une influence correctrice plutôt que d'insister sur une stricte séparation entre l'empereur et l'Église ?

J'ai un soupçon, que je dois d'abord tirer au clair pour moi-même. Je soupçonne que j'attends de l'Église ni plus ni moins qu'un soutien à mes propres positions dans le débat politique. Que j'attends d'elle que, dans la lutte pour la loi sur le CO₂, elle soit purement et simplement à mes côtés. Que, face aux questions que soulève le génie génétique, elle s'engage évidemment en faveur de limites légales à une recherche sans frein et sans conscience. Que, dans le domaine des transports, elle défende bien sûr un transfert durable de la route au rail. Enfin - comme cela ressort de votre

message - qu'elle se batte tout naturellement pour la naturalisation des étrangers de la deuxième et de la troisième génération, et pour l'adhésion à l'ONU.

Mais tout cela ne peut en aucun cas motiver une incitation à l'adresse de l'Église à s'engager politiquement, et ce pour deux raisons. D'abord, parce que je réduirais ainsi l'Église à un rôle de simple auxiliaire à l'appui de mes propres convictions, à une sorte d'agence morale de relations publiques qui s'opposerait, au nom du Royaume des Cieux, au percement d'une seconde galerie au Saint-Gothard. Cela ne serait pas légitime, et pourrait même devenir dangereux, comme l'Histoire nous l'a montré. Songeons par exemple à "Beckett ou l'Honneur de Dieu" de Jean Anouilh. Dangereux, cela le fut, en l'occurrence, d'abord pour le roi, car l'ami qu'il avait élevé au rang d'archevêque s'est par la suite opposé à sa politique. Ce fut même fatal pour l'archevêque, qui fut mis à mort par le roi.

Je tiens aussi à éviter une autre erreur, que les acteurs politiques peuvent être tentés de commettre, celle qui consisterait à attendre de l'Église des réponses toutes faites à des questions éthiques difficiles, par exemple à propos de l'euthanasie ou de la technologie génétique. De telles réponses me dispenseraient de l'usage autonome de ma conscience, de la nécessité de poursuivre une réflexion éthique, et par là même de me confronter aux positions politiques adverses. Je n'aurais plus qu'à faire référence aux résultats que l'Église m'aurait livrés. Or l'Église ne peut pas me dispenser de cette tâche, et je ne dois permettre qu'on m'en dispense.

Dans ces conditions, la question reste posée : pourquoi est-ce que j'encourage l'Église à pratiquer l'engagement politique ?

Je vois une réponse dans le fait que je suis non seulement un homme politique, mais aussi un membre de l'Église. Il est vrai que je suis aussi membre d'un parti. Mais ce n'est pas la même chose, car ce parti, j'y suis entré un jour, et je pourrais tout aussi bien en ressortir - comme de n'importe quelle association. Mais : puis-je quitter l'Église ? Formellement, certes, et je me rappelle le temps où cela était même devenu une mode politique. Mais, lorsque je me reconnais comme membre de l'Église, je n'entends pas cela sur le plan purement formel, pas simplement en tant que contribuable. Je conçois cela sur un plan bien plus fondamental : je ne crois pas pouvoir renier la culture dans laquelle j'ai grandi, une culture imprégnée depuis de nombreux siècles par le Christianisme - et par le Judaïsme ! – , une culture qui imprime sa marque à notre société tout entière, qui influence toute ma pensée, ma sensibilité, et mon action. Je ne crois pas que je puisse, en tant qu'individu, me détacher de cette culture chrétienne, comme pensait le faire l'existentialisme.

Il ne s'agit pas ici d'échafauder une théorie. Mais l'interdépendance de l'État, de la société et du christianisme n'est pas seulement une réalité institutionnelle, c'est aussi un fait culturel. C'est sans doute ainsi qu'il faut expliquer pourquoi je me sens membre de l'Église, et pourquoi en tant que membre de l'Église j'attends d'elle qu'elle s'engage socialement, qu'elle prenne des responsabilités.

Cependant, en tant que membre de l'Église, je peux aussi attendre d'elle des propositions de solutions concrètes, que ce soit dans le domaine du secret bancaire, des sans-papiers, de la transplantation d'organes, ou de l'euthanasie. Je le fais tout en sachant pertinemment qu'il n'y a pas de solutions toutes simples et évidentes, que, tout

chrétiens que nous soyons, nous ne sommes pas à l'abri des erreurs de jugement, et que nous ne détenons pas le monopole de la vérité. Dans votre "Message des Églises", vous avez voulu - cela ce sent en le lisant - faire acte de profession de foi. Vous avez pesé le pour et le contre, vous n'avez pas cherché la facilité. Il est vrai que les Églises ont donné des réponses différentes, concernant la solution des délais, ou l'homosexualité, par exemple.

Le fait que dans aucune Église - pas plus que dans tous les mouvements qui forment l'oecuménisme - on ne trouve des réponses et des solutions simples et irréfutables, montre une fois de plus à quel point le débat, le questionnement, et un examen de conscience approfondi sont importants.

Alors que l'ancien président américain Bill Clinton s'est exclamé, après la chute du mur de Berlin : "Tout est devenu possible !", il est impossible de ne pas percevoir le vide spirituel qui s'en est ensuivi. Comment remplir le vide spirituel que nous ressentons après l'effondrement du socialisme ? Une chose est sûre, s'opposer purement et simplement à la mondialisation ne suffit pas –(même si ce débat semble avoir pris la forme d'un nouveau manichéisme et succédé à l'ancienne guerre idéologique entre la gauche et la droite).

Malgré les appels affligeants à des recettes politiques simplistes, il n'en est pas moins vrai que la politique, l'économie et les médias ont aussi le besoin de discuter de questions éthiques et morales. Et nombreux sont ceux qui cherchent alors des réponses auprès de l'Église. Lorsque des notions fondamentales comme l'équité et l'égalité sont débattues sur la base exclusive de théories ou de manifestes politiques, que ce soit ceux de l'ordre libéral, de l'économie de marché à caractère social, ou de la démocratie sociale, on ne fait en somme que défendre ses propres intérêts, en les justifiant par l'idéologie. Et nous trouvons déjà les bases théoriques de ce discours prétendument rationnel chez Aristote, pour qui la justice résultait d'un échange constant de différents biens matériels et immatériels. Un manifeste politique n'est en fait que de peu d'utilité pour le législateur qui veut organiser, avec une attitude responsable, une société juste. On le voit bien au débat qui a éclaté à propos des salaires des directeurs ou des différences de fiscalité entre les communes.

Lorsqu'il s'agit de questions de solidarité et de justice sociale, la doctrine sociale, qu'elle soit catholique ou évangélique, ouvre des pistes beaucoup plus simples et plus directes. La tâche essentielle, mais aussi la grande difficulté, consiste à les communiquer. Cette communication doit se faire, non dans un discours théologique "ex cathedra", mais dans le langage politique de tous les jours, avec objectivité et force de persuasion. Les deux institutions que sont l'Église et l'État ne doivent pas se confondre, mais ce que l'Église pense, elle doit le rendre à César.

Vous avez fait ce pas important avec la Consultation oecuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse.

Je vous en remercie, en tant que président de la Confédération, et en tant que membre de l'Église.

Documentation de la Consultation oecuménique

	Nombre d'exemplaires
Base de discussion, 32 p. (A4), publiée en janvier 1998, gratuit	_____
Rapport d'évaluation, 159 p. (A5), publié en septembre 2000, 25 francs	_____
CD-Rom multilingue (avec toutes les prises de position et liste de Projets), publié en septembre 2000, 15 francs	_____
Duo-Pack, rapport d'évaluation et CD-Rom, 32 francs	_____
Oser aller de l'avant, Cahier de préparation pour le Jeûne fédéral 2001 avec propositions liturgiques et exemples de projets, 15 p. (A4), gratuit	_____
L'avenir ensemble, Message des Eglises, 100 p. (A5), 10 francs + porto	_____
Résumé du Message des Eglises (dépliant), gratuit	_____

Nom, Prénom _____

Rue _____

NPA, localité _____

Les commandes sont à adresser à:

Institut für Sozialethik des SEK
Sulgenauweg 26
3007 Bern

Tel 031 370 25 50

Fax 031 370 25 59

e-mail sekretariat@ise-ies.ch